



# LES DÉPUTÉS NE DOIVENT PAS VOTER LA LOI DU MEDEF

NON À L'ACCORD  
EMPLOI/COMPÉTITIVITÉ



L'HUMANITÉ  
DIMANCHE

un supplément  
indispensable

TOUT SAVOIR  
SUR L'ACCORD DIT  
DE «SÉCURISATION  
DE L'EMPLOI»

un document exceptionnel

*Empêchons  
le Medef de  
faire sa loi!*

L'accord initié par le Medef en janvier 2013 sur la compétitivité et l'emploi est très grave. Les employeurs gagnent de nouveaux outils de flexibilité. S'il était appliqué, il marquerait de lourdes régressions pour les salariés. Contrairement à ce qui est prétendu par le gouvernement, cet accord est au service des licenciements et de la précarité.

Une grande journée de mobilisation nationale contre la flexibilité et le chantage à l'emploi est prévue le 5 mars à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires.

Les parlementaires de gauche doivent refuser de transcrire cet accord dans la loi !

*Pour une véritable sécurisation de l'emploi, pour l'avenir de l'industrie*

## Débat public

avec Jacky HÉNIN, député européen du Front de gauche  
en présence de Jean-Pierre BOSINO, maire de Montataire

Mardi 5 mars • 19 h 30

Salle de la Libération • MONTATAIRE

# Des mesures d'urgence pour une autre politique

## L'alternative à l'austérité, c'est possible !

Grèce, Espagne, Portugal, Italie : les politiques d'austérité ont échoué partout en semant le chômage et la misère tout en aggravant la dette publique. Toutes les dépenses utiles à la population sont touchées : restriction pour les hôpitaux publics, réduction des moyens pour les collectivités locales, baisse du budget de la culture... Alors que dans le même temps un somptueux cadeau de 20 milliards est accordé aux grands patrons. **C'est pourquoi les parlementaires du Front de gauche ont refusé de voter le budget. Nous proposons des mesures d'urgence :**

- ➡ **Dégager des recettes nouvelles**, comme la suppression des cadeaux fiscaux liés à l'impôt sur les sociétés (80 milliards d'euros par an !)
- ➡ **Créer un pôle financier public** renforcé par la nationalisation des banques privées, pour financer les projets en faveur de l'emploi, du logement, des transports, des services publics et de la transition écologique.



## Défendre l'emploi et l'industrie

Des mesures pour les salaires et pour combattre la précarité avec un Smic à 1700 €, le relèvement des minima sociaux, la limitation des CDD, les 35 heures réelles, la retraite à 60 ans et l'abrogation des lois ayant affaibli le code du travail.

### Des nouveaux droits pour les salariés

**Une loi d'amnistie des syndicalistes** portant sur des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux, d'activités syndicales et revendicatives. Trop de sanctions injustes ont été infligées à des hommes et des femmes qui ne défendaient que l'intérêt général, nos emplois, nos droits, nos libertés. Les empreintes génétiques doivent être retirées des fichiers de police et le refus de prélèvement ADN doit être amnistié.

**Une loi d'interdiction des licenciements économiques** dans les entreprises en bonne santé financière. Cette loi permettrait de s'opposer aux licenciements des salariés de PSA, d'ArcelorMittal, Goodyear... Les salariés de Still l'attendaient !

Et **une sécurité sociale professionnelle** assurant aux travailleurs privés d'emploi la continuité de leurs droits, financée en partie par une nouvelle contribution patronale.

Cette proposition du Front de gauche a été votée par les sénateurs socialistes et écologistes en février 2012. Mais un an après, cette proposition n'a toujours pas été soumise à l'Assemblée nationale !

**Qu'attend le gouvernement ?**

## STOP à la casse de nos industries

Va-t-on laisser liquider des productions utiles à notre pays comme la sidérurgie française ? Notre région perd chaque jour des emplois et des productions utiles comme ce fut récemment le cas avec les chariots élévateurs de Still. Pourtant d'autres solutions peuvent être trouvées comme c'est le cas de la papeterie M-Real (Eure).



Il y a urgence à voter des lois pour :

- ➡ donner de nouveaux droits aux salariés ;
- ➡ préserver nos sites de productions ;
- ➡ nationaliser quand c'est nécessaire, une exigence qui grandit chez les sidérurgistes ;
- ➡ une réforme bancaire qui garantisse l'utilisation de la finance au service de l'économie productive.



JE SOUTIENS LE



- Je fais un don** de ..... € par chèque libellé à l'ordre de « ADF-PCF Oise ». *Si vous êtes imposable sur les revenus, vous bénéficiez d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de votre don, dans les limites fixées par la loi.*
- Je veux être informé-e** des initiatives du PCF et du Front de gauche.
- Je rejoins le PCF.**

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

EMAIL ..... TEL .....